



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 3258

Texte de la question

SOMMET AFRIQUE-FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jacques Godfrain.

M. Jacques Godfrain. Madame la ministre de la coopération, dans quelques jours, vous allez participer au sommet France-Afrique, aux côtés du Président de la République. Ce ne sera pas un sommet comme les autres : il n'y aura pas que des gouvernants, que des chefs d'État ou de gouvernement, mais aussi, à leurs côtés, l'Afrique qui réussit : des chefs d'entreprise, des présidents d'association, d'ONG, témoins d'une Afrique qui évolue et dont ils sont les acteurs. En effet, les Africains en ont assez de l'image qui est donnée de leur continent, une image de corruption, de guerres civiles, d'endémies. Ce sommet sera une belle réponse à tous ceux qui désespèrent de l'Afrique.

Le Président de la République a toujours joué un rôle moteur dans les progrès très importants du développement et de l'aide à ce développement. L'objectif de 0,7 % du PIB pour l'aide, les billets d'avions taxés...

M. Michel Lefait. Sauf les siens !

M. Jacques Godfrain. ...pour lutter contre les grandes pandémies, et, sur le plan du commerce international, la défense des cours des matières premières, en particulier celui du coton : tout cela est dû entre autres aux efforts conduits par le Président de la République.

Madame la ministre, la France d'aujourd'hui est très attachée à sa politique de coopération ; on le voit dans les plus petits villages de France, où les ONG et les associations sont au coude à coude. La coopération décentralisée est un succès.

Je vous demande donc de nous préciser où nous en sommes en matière de politique de coopération. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie.

Mme Brigitte Girardin, *ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie*. Oui, monsieur Godfrain, il faut changer le regard porté sur l'Afrique. Elle n'est pas ce continent à la dérive qu'on nous présente encore trop souvent. Parce que nous croyons en son avenir, sous l'impulsion du Président de la République, nous avons doublé notre aide au développement au cours de ce quinquennat.

M. François Hollande. Et la Guinée ? Et le Sénégal ?

Mme la ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie. Nous militons pour que l'Afrique ne reste pas à l'écart de la mondialisation et soit au coeur de l'agenda international, aussi bien au G 8 qu'à l'ONU. Avec la taxe sur les billets d'avions, nous avons mis en place des financements innovants du développement.

Pour la France, l'Afrique est au coeur de l'équilibre du monde. En effet, nous ne lutterons pas efficacement contre l'immigration clandestine, contre les pandémies, contre les atteintes à l'environnement, sans développer ce continent. C'est dans cet esprit que sont organisés les sommets Afrique-France, dont le prochain s'ouvrira jeudi à Cannes. À tous ceux qui critiquent ces sommets, je dis que, si ceux-ci étaient inutiles, ils ne seraient pas imités par l'Union européenne, par l'Amérique latine, par la Chine, par le Japon. Et à tous ceux qui parlent encore de " Françafrique ", je réponds que notre politique de coopération est fondée sur le dialogue avec les

Africains, sur la culture du résultat et de l'évaluation. C'est un partenariat moderne et efficace que nous avons désormais avec l'Afrique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Godfrain](#)

Circonscription : Aveyron (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3258

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération, développement et francophonie

Ministère attributaire : coopération, développement et francophonie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 février 2007